

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article557>



Le MEDE« F » enterre la France. Et si le peuple de France enterrait le MEDE« F » ?



- L'Union européenne -
Date de mise en ligne : samedi 10 décembre 2011

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

Pendant la Révolution française, les classes privilégiées ont trahi leur pays en s'alliant avec les rois d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre pour mater la « populace ».

Lors de la Commune de Paris, Adolphe Thiers (au prénom prédestiné), qui présidait aux destinées du « parti de l'Ordre », a négocié ouvertement avec Bismarck pour obtenir les moyens militaires (la libération des prisonniers de guerre français) qu'il jugeait nécessaires pour écraser les ouvriers, patriotes ET internationalistes, de la Commune de Paris.

Dans les années trente du 20ème siècle, la grande bourgeoisie « française » s'exclamait « *plutôt Hitler que le Front populaire !* » et, comme l'a montré l'historienne A. Lacroix-Riz, l'« élite » patronale « française » fit sciemment le « *choix de la défaite* » (puis de la « Kollaboration ») avec Hitler. Alors que les ouvriers, les paysans et les intellectuels communistes (et non communistes) tombèrent par dizaines de milliers dans la lutte armée contre l'Occupant.

Aujourd'hui on retrouve *les mêmes contre les mêmes* : voici ce que proclame Frau PARISOT dans une tribune du *Monde*, intitulée *Créons d'urgence les États-Unis d'Europe !* :

« La solution existe. Elle est audacieuse. Elle s'appelle États unis d'Europe, **fédéralisme européen, délégation de souveraineté** . Elle offrirait enfin aux Européens un projet, une ambition, une fierté. Mais elle nous oblige à changer nos habitudes, à **conférer une responsabilité politique plus grande aux institutions européennes, à considérer d'emblée à leur échelle européenne les questions sociales, et pas seulement budgétaires et fiscales** . Il faut vouloir avancer vers un territoire reconfiguré, vers une nouvelle patrie, vers l'an I d'une véritable pratique de notre histoire fédérale. » (sic).

Bien entendu, peu chaut à cette noble dame qui ravage nos acquis sociaux, nos emplois industriels et nos services publics, avec l'aide de son ami SARKOZY, que le peuple français ait dit non à la constitution européenne. Tous ces gens, - qui ne parlent de démocratie que pour trouver prétexte à envahir d'autres pays ou à cultiver l'anticommunisme et l'antisoviétisme à retardement - , se moquent éperdument de la France, de la République, du suffrage universel et autres vieilleries. Ce qui leur importe, ce sont les super-profits du CAC 40 : voilà une « patrie », celle de leurs dynasties familiales, qu'ils ne risquent pas de trahir.

Déjà TRICHET avait inauguré son mandat à la tête de la BCE en déclarant, en anglais bien sûr : « *I'm not a*

*Frenchman ! » (« Je ne suis pas français ») ; déjà le BARON SEILLIÈRE, prédécesseur de la L. PARISOT à la tête du MEDEF, avait entamé son mandat à la tête de « Business-Europe », le syndicat du patronat européen, en déclarant devant Chirac : « Je ne vous parlerai plus désormais qu'en anglais, la langue des affaires et de l'entreprise ». Trahison de la langue française, trahison du pays, tout se tient... ! Les capitalistes appliquant à la lettre le slogan qu'on leur enseigne dans les *Business-Schools de management* : « ne pas s'attacher aux pays, ne pas s'attacher aux produits, ne pas s'attacher aux personnes »... S'attacher à une seule chose qui tient lieu de « sacré » à cette engeance : le *taux de profit* !*

Il est donc de plus en plus inconcevable que toute une partie de la gauche, de la social-démocratie à la petite gauche dite « radicale », continue de boudier l'idée de souveraineté nationale tant le contenu de classe patronal de l'assassinat de la nation française est désormais patent. Pourtant, Lénine ou Georges Politzer nous ont dès longtemps appris la nécessité absolue de défendre le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », Jaurès déclarant que « la souveraineté politique est le socle de l'émancipation sociale » et Ho Chi Minh ajoutant que « il n'est pas de bien plus précieux que l'indépendance et la liberté ».

Plus que jamais, le PRCF appelle donc les militants du monde du travail à associer la défense des acquis massacrés par la « troïka » U.E./Sarkozy/MEDEF et la défense de leur pays. N'abandonnons pas ce combat patriotique, foncièrement ouvrier et anticapitaliste, à l'extrême droite raciste qui dévoie le beau nom de France pour écraser le mouvement ouvrier.

Plus que jamais, le PRCF invite aussi les républicains patriotes à se tourner vers le monde du travail, à perdre toute illusion sur la classe capitaliste, dont la représentante mandatée appelle ouvertement à cette énormité : DISSOUDRE la France et marcher sur le ventre du peuple français qui, le 29 mai 2005, a catégoriquement refusé la constitution européenne.

Le drapeau rouge et le drapeau tricolore sont nés tous deux, comme la *Marseillaise* et *l'Internationale*, dans le feu des luttes révolutionnaires de notre pays. Le *Front populaire antifasciste* et la Résistance avaient su les associer pour le plus grand bien de notre pays. L'heure de cette alliance entre nos deux drapeaux, qui porta les grandes avancées du *Conseil National de la Résistance*, est manifestement revenue.

C'est d'autant plus vrai que, **capitulant devant l'autre Miss Mark** (A. Merkel), Sarkozy annonce froidement un **nouveau traité supranational non soumis à référendum qui annulerait la souveraineté budgétaire de la France, priverait de signification les élections à venir**, et confirmerait la sinistre Banque de Francfort dans son rôle d'unique patronne de l'Europe.

Plus que jamais doit monter **l'exigence d'un référendum permettant au peuple français de dire Non à l'euro et à l'Union européenne**. Un référendum dont il faudra fermement appeler le peuple à défendre le résultat en rappelant aux gouvernants factieux accoutumés à violer les votes populaires qu'en démocratie « la souveraineté réside dans le peuple » et non dans les dirigeants félons qui, pour servir les *marchés* et faire allégeance aux maîtres berlinois de l'UE, s'assoient sur le suffrage universel.

Aujourd'hui il n'y a plus de milieu possible : **servir la France ou servir le capitalisme, il va falloir choisir**. Comme il va falloir choisir à gauche, entre servir le monde du travail, - qu'attendent d'énormes coupes claires au nom du « *salut de l'euro* » -, et s'obstiner à rejeter la Nation de manière suicidaire. Comment ceux qui n'aiment pas leur pays pourraient-ils réellement aimer l'humanité ? Comme le disait Jaurès, - qui paya de sa vie son opposition à la guerre impérialiste - , « un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène ».

Le temps de la trahison nationale est revenu. Celui de la Résistance patriotique et populaire aussi. Le PRCF

appelle les forces communistes et progressistes à construire un large *Front de Résistance Antifasciste, Patriotique et Populaire* ! (FRAPP)

Plus que jamais, pour que vive notre pays, ses conquêtes sociales, ses libertés démocratiques, « dégageons » ce régime malfaisant, cette classe capitaliste sans honneur qui change de patrie comme de tiroir-caisse, et cessons de cultiver le mensonge d'une « Europe sociale », d'un « euro mis au service des peuples », qui n'a plus d'autre fonction idéologique que de farder **la nouvelle prison des peuples que constitue l'Euro-Diktature européenne dirigée par l'impérialisme allemand.**

Plus que jamais, le [PRCF](#) appelle notre peuple à faire sienne l'appel clandestin lancé par Maurice Thorez et Jacques Duclos le 10 juillet 1940 : « ***jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves*** » !

Georges HAGE, député honoraire du Nord, président d'honneur du PRCF.

[Léon LANDINI](#), ancien officier FTP-MOI, officier de la Légion d'honneur, grand Mutilé de guerre, médaille de la Résistance, Président du PRCF.

Jean-Pierre HEMMEN, réprimé pour avoir refusé de servir sous les ordres d'un ancien général de la Wehrmacht devenu commandant de l'OTAN, Fils de Fusillé de la Résistance, vice-président du PRCF.

Georges GASTAUD, philosophe, fils de Résistant, auteur de « *Patriotisme et internationalisme* » et de la « [Lettre ouverte aux "bons Français" qui assassinent la France](#) », secrétaire national du PRCF.

Annie LACROIX-RIZ, professeur émérite d'histoire contemporaine, auteur du « [Choix de la défaite](#) ».

Pierre PRANCHERE, ancien Franc-Tireur et Partisan Français, a. député communiste.